Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
31. MAR 1965
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H. 1 Coordination

ML. L. 9254/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre, Adjoint aux Finances, le 12 mars 1965, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public", a donné le 18 mars 1965 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 12e maart 1965 door de Minister, Adjunct voor Financiën, verzocht hem, binnen een termijn van ter hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "op de vergoeding der schad tengevolge van arbeidsongevalle van ongevallen op de weg naar h werk en van beroepsziekten in d overheidssector", heeft de 18e maart 1965 het volgend advies gegeven :

31.3.65

OBSERVATIONS GENERALES.

Comme le signale l'exposé des motifs, la plupart des agents des services publics ne bénéficient pas des lois coordonnées relatives à la réparation des dommages résultant des accidents du travail. En effet, la plupart des agents des services publics sont dans une situation légale ou réglementaire et pour ce motif ne tombent pas sous l'application desdites lois coordonnées, qui se réfèrent aux notions de contrat de travail et de contrat d'emploi. La jurisprudence s'est prononcée en ce sens (1).

Le projet tend, en ordre principal, à permettre la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des acoidents survenus sur le chemin du travail, ou des maladies professionnelles dont sont victimes des titulaires de fonctions publiques, par l'octroi :

1° en cas d'invalidité permanente, d'une rente à la victime;

2° en cas de décès, d'une rente aux ayants droit de la victime.

.../...

(1) Cass. 4 décembre 1959, Pas. 1960, I, 402; Cass. 27 juin 19 Pas. 1963, I, 1134; 18 juin 1964, Journal des Tribunaux, 1964, p. 687.
Avis donné le 30 août 1950 par le Conseil d'Etat, section d'administration, en réponse à une question posée par le Premier Ministre et publié au "Rechtskundig Weekblad", 1955-1956, col. 1605 à 1614.
Avis donné par le Conseil d'Etat, section de législation, sur un projet devenu l'arrêté royal du 22 octobre 1960 portant statut du personnel auxiliaire de l'Administration des postes (Moniteur belge du 26 octobre 1960).

Un des caractères propres de la loi en projet c'est que l'invalidite permanente prise en considération sera, ainsi que le souligne l'exposé des motifs, distincte de l'incapacité permanente de travail prévue par les lois coordonnées et sera "uniquement déterminée par la gravité des lésions physiologiques encourues".

Un autre caractère propre de la loi en projet c'est qu'elle ne sera en aucun cas applicable de plein droit, et que toute son économie repose sur des habilitations données au Roi. Il appartiendra au Roi de désigner par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, celles des catégories de titulaires de fonctions publiques énumérées à l'article 1er du projet, auxquelles il rendra applicable le régime institué par le projet. Il lui appartiendra aussi de subordonner à des conditions les avantages prévus, et de ne les accorder que dans certaines limites.

Eu égard à l'importance et à la complexité du projet, le Conseil d'Etat n'a disposé pour son examen que d'un délai très limité. Il se borne, en conséquence, aux observations qui suivent et à la présentation d'un texte traduisant de manière plus précise les intentions du Gouvernement telles qu'elles lui ont été exprimées par les délégués des Ministres.

.../...

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

CHAPITRE Ier DU PROJET -"DU CHAMP D'APPLICATION".

Article 1er du projet.

§ 1er. En faisant mention au 2° de l'article 1er des "services de l'Etat ... dont le statut est fixé par la loi", le texte vise notamment les membres de l'ordre judiciaire, les titulaires de fonctions au Conseil d'Etat, les membres de la Cour des comptes.

L'expression "services de l'Etat autres que ceux visés sub 1° dont le statut du personnel est fixé par la loi ou par le Roi" a l'inconvénient d'écarter les agents de quelques services de l'Etat, dont le statut n'est fixé ni par le législateur ni par le Roi. Seraient ainsi exclus notamment le personnel administratif du Conseil d'Etat dont le statut est fixé par le Conseil et le personnel de la Cour des comptes dont le statut est fixé par la Cour. Un doute peut même surgir en ce qui concerne les secrétaires, secrétaires adjoints, employés et messagers des parquets : c'est, en effet, au Ministre de la Justice que l'article 157 de la loi d'organisation judiciaire confie le pouvoir de fixer leur statut.

L'énumération n'est pas faite de manière logique. En effet, les membres du personnel des établissements d'enseignement de l'Etat sont déjà compris dans la catégorie indiquée au 2°.

.../...

§ 2. Certains titulaires de fonctions publiques bénéficient déjà des lois coordonnées sur les accidents de travail.

L'économie de la loi en projet implique que les lois coordonnées sur les accidents de travail cesseront de régir les agents auxquels le régime institué par la loi en projet aura été rendu applicable. L'article 1er, § 2, a pour objet d'énoncer de manière expresse cet effet abrogatoire de la loi en projet.

Toutefois, l'introduction du nouveau régime n'a pas pour conséquence de permettre la réduction des rentes en cours qui ont été obtenues sur la base des lois coordonnées relatives aux accidents de travail. Une telle conséquence serait d'ailleurs en opposition avec les règles générales relatives aux effets de la loi dans le temps.

Le Gouvernement estimant utile d'énoncer de manière expresse à l'article 1er, § 2, de la loi en projet, l'effet abrogatoire qui y est indiqué, il conviendrait également de faire mention expresse de la sauvegarde des droits acquis.

Au surplus, en raison de son caractère, il se recommanderait d'insérer parmi les dispositions transitoires, la disposition énoncée à l'article 1er, § 2 (article 23 du texte proposé).

.../...

CHAPITRE II DU PROJET -"DES INDEMNITES".

Il serait utile d'indiquer dans un article placé en tête du chapitre II l'ensemble des indemnités accordées. A cet effet, il conviendrait de fondre en un seul, l'article 3, § 1er, et l'article 12 du projet.

Article 6 du projet (article 9 du texte proposé).

Le § 3 n'a d'autre portée que de rappeler la disposition contenue dans l'article 50bis des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés. Ce paragraphe est dès lors superflu et peut être omis.

Article 8 du projet (article 12 du texte proposé).

Aux termes de l'exposé des motifs, le tiers de la valeur de la rente peut être payé en capital, ce qui implique un droit d'appréciation du juge comme dans le droit commun de la matière. Au contraire, l'article 8 du projet tel qu'il est rédigé accorde à celui qui le demande le droit d'obtenir ce paiement en capital.

D'autre part, le problème de la capitalisation de la rente est rendu difficile par la règle énoncée à l'article 10 du projet, selon laquelle les rentes sont "liées aux fluctuations de l'indice général des prix de détail du Royaume".

Le projet pourrait charger le Roi de déterminer les modalités de capitalisation.

.../...

Article 9 du projet (article 15 du texte proposé).

Il convient de prévoir non seulement que la rente ne sera pas payée, mais aussi que les autres indemnités ne seront pas payées.

Article 11 du projet (article 18 du texte proposé).

Cet article tend à régler par une disposition particulière une matière que le projet de Code judiciaire réglera d'une manière générale et uniforme (1). Au moment où le présent projet viendra en discussion devant les Chambres législatives, celles-ci auront à apprécier si cette disposition particulière doit être adoptée.

CHAPITRE III DU PROJET - "DE LA RESPONSABILITE CIVILE".

Article 13 du projet (article 14 du texte proposé).

§ 1er. L'article 13 du projet s'inspire de l'article 19 des lois coordonnées sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Toutefois, le projet ne reprend pas la règle énoncée à l'alinéa 1er de cet article 19 des lois coordonnées sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, qui dispose qu'"il n'est en rien dérogé aux règles générales de la responsabilité civile lorsque l'accident a été intentionnellement provoqué par le chef d'entreprise". Le délégué du Gouvernement déclare à ce sujet, qu'il n'a pas été jugé nécessaire de prévoir le cas où l'accident ou la maladie serait intentionnellement provoqué par l'Etat ou une des autres personnes morales citées à l'article 1er.

.../...

(1) Projet de loi contenant le Code judiciaire (Doc.parl., Sénat 1963-1964), pages 309 et suivantes, et pages 645-646.

S'il est assez théorique de considérer que les personnes morales de droit public mentionnées à l'article 1er et les autorités qui gèrent les établissements d'enseignement subventionnés provoquent intentionnellement des accidents du travail ou des accidents sur le chemin du travail, il n'en est pas de même dans le domaine des maladies professionnelles qui est régi par l'article 48, § 1er, 1°, de la loi du 24 décembre 1963, relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci. Cet article assimile à la faute intentionnelle certaines négligences graves, ce qui n'est pas inconcevable même dans les services publics.

Il est dès lors opportun de compléter le projet par une disposition qui reproduit la substance de l'article 19, alinéa 1er, des lois coordonnées sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail et de l'article 48, § 1er, 1°, de la loi du 24 décembre 1963.

\+

\+ \+

Le premier alinéa dispose que : "les dommages résultant d'accidents du travail, survenus sur le chemin du travail ou résultant de maladies professionnelles, ne donnent lieu, à charge de l'Etat, des provinces, des communes ou des organismes cités à l'article 1er, au profit de la victime ou de ses ayants droit, qu'aux seules réparations déterminées par la présente loi".

.../...

Cette affirmation est trop absolue puisque le deuxième alinéa contient, en ce qui concerne les accidents sur le chemin du travail, une dérogation au premier alinéa.

Il est évident, d'autre part, que l'Etat, les provinces, les communes et les organismes cités à l'article 1er ne seront soustraits à l'application des règles de la responsabilité civile de droit commun que lorsque la victime sera un membre de leur personnel. Si, par exemple, un agent de l'Etat était victime d'un accident dont la responsabilité incomberait à un organisme d'intérêt public, on ne pourrait pas se fonder sur l'alinéa 1er pour écarter l'application des règles de la responsabilité civile de droit commun et appliquer les règles de la responsabilité forfaitaire contenues dans le projet.

\+

\+ \+

La première phrase du second alinéa, qui consacre notamment l'application des règles de la responsabilité civile de droit commun à l'égard du tiers responsable, omet de consacrer l'application des mêmes règles au cas de la maladie professionnelle, alors que l'article 48 de la loi du 24 décembre 1963 consacre cette application. Il semble que cette omission soit le résultat d'un oubli qu'il serait opportun de réparer.

La seconde phrase du même alinéa dispose que le droit de réclamer, conformément aux règles de droit commun, la réparation du préjudice causé, n'existe "contre les personnes visées à l'article 1er, que si l'accident est survenu sur le chemin du travail et dans les conditions fixées par le Roi". Les termes "personnes visées à l'article 1er"peuvent prêter à confusion puisque cet

.../...

article vise, d'une part, des personnes morales, c'est-à-dire des autorités administratives et des autorités qui dirigent des établissements d'enseignement subventionné et, d'autre part, des personnes physiques, c'est-à-dire les membres du personnel. Si le Gouvernement entend établir une règle semblable à celle qui figure à l'article 19, alinéa 3, des lois coordonnées sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, qui emploie l'expression "le chef d'entreprises ou ses ouvriers et préposés", il conviendrait de remplacer les mots "personnes visées à l'article 1er" par les mots "personne morale ou établissement visé à l'article 1er, ou les membres de leur personnel". D'autre part, cet alinéa ne prévoit pas le cas où l'accident du travail proprement dit ou la maladie professionnelle ont été causés intentionnellement par un membre du personnel. Dans ce cas, la législation sur les accidents de travail telle qu'elle a été interprétée par la Cour de cassation (Cass. 23 mai 1935, Pas. 1935, I, 254) et le texte exprès de l'article 48, § 1er, 3°, de la loi du 24 décembre 1963 conservent à la victime son action de droit commun contre l'auteur de cette faute intentionnelle.

\+

\+ +

§ 2. Etant donné qu'elle institue une subrogation, la disposition ne jouera au profit de la personne ou de l'organisme subrogé qu'au fur et à mesure du paiement des arrérages ou du capital à la victime ou à ses ayants droit et à concurrence seulement de ces paiements.

.../...

CHAPITRE IV DU PROJET. - " DISPOSITIONS GENERALES".

Article 14 du projet.

Les articles 14, 15, 16, alinéa 2, et 20 contiennent des dispositions transitoires. Le Conseil d'Etat propose ci-dessous un texte qui les énonce de manière plus explicite (articles 24 à 26).

Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier s'il y a lieu de viser dans ces dispositions les anciens membres du personnel.

Par ailleurs, en disposant que la date du 1er janvier 1955 "n'est pas opposable aux victimes dont le degré d'invalidité permanente est au moins de 30 p.c. ni à leurs ayants droit", l'article 14, § 2, du projet écarte même le délai de trente ans dont il est tenu compte pour la prescription ordinaire.

Article 16 du projet (article 16 du texte proposé)

Tel qu'il est rédigé, cet article ne se concilie pas avec l'article 13, § 1er, alinéa 1er, du projet.

L'article 13, § 1er, alinéa 1er, porte : "Les dommages résultant d'accidents du travail, survenus sur le chemin du travail ou résultant de maladies professionnelles, ne donnent lieu à charge de l'Etat, des provinces ou des organismes cités à l'article 1er au profit de la victime ou de ses ayants droit, qu'aux seules réparations déterminées par la présente loi". Cette

.../...

disposition implique que le débiteur des indemnités prévues par la loi en projet est la personne morale ou l'établissement d'enseignement au personnel duquel la victime appartient.

L'article 16, alinéa 1er, du projet semble reposer sur une conception différente. En effet, cet article énonce que "La charge de la rente est supportée par le budget ou l'organisme qui a la charge réelle de la rémunération ou de la pension". Ce texte pourrait être interprété en ce sens que la rente serait considérée comme un accessoire soit de la rémunération, soit de la pension : ce serait la personne physique ou morale qui "a la charge réelle de la rémunération ou de la pension" qui serait obligée de payer la rente à la victime ou à ses ayants droit.

Le manque de concordance entre l'article 13 et l'article 16, alinéa 1er, va provoquer des difficultés d'autant plus graves qu'elles portent sur la détermination du débiteur des indemnités prévues par la loi en projet. Ces difficultés sont d'autant plus à craindre que "la charge réelle de la rémunération ou de la pension" peut être transférée de la personne morale ou de l'établissement d'enseignement au personnel duquel appartient la victime, à une autre personne physique ou morale par des procédés juridiques divers dont voici des exemples :

.../..

1° en cas de détachement d'un agent d'un organisme à un autre, il arrive que le premier organisme continue à payer le traitement à l'agent mais qu'il en obtienne, par convention, le remboursement par le second organisme;

2° en vertu de la loi du 29 mai 1959 modifiant la législation relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique et artistique, l'Etat accorde, aux conditions fixées, aux établissements d'enseignement, des subventions-traitements (articles 26 à 31) et supporte les pensions des membres du personnel admis aux subventions (article 49);

3° selon la loi du 25 avril 1933 relative à la pension du personnel communal, les communes peuvent assumer directement le paiement d'une pension aux membres de leur personnel, ou le faire par l'intervention d'une institution de prévoyance; sinon, elles sont affiliées à une caisse de répartition.

En outre, l'article 16 soulève une difficulté d'une autre nature. Il ne permet pas de déterminer quel est le débiteur de la rente pour invalidité permanente dans le cas où la victime cesse d'exercer ses fonctions et de percevoir une rémunération sans obtenir cependant de pension alors que l'article 4, § 4, du projet consacre expressément dans ce cas le droit à la rente.

Pour écarter les difficultés qui viennent d'être exposées, il y aurait lieu d'énoncer dans le projet, en les distinguant clairement, d'une part la règle qui désigne le débiteur des indemnités prévues et,

.../...

d'autre part, les règles selon lesquelles ce débiteur peut obtenir le transfert de la charge de ces indemnités à une autre personne physique ou morale.

Au surplus, étant donné qu'un certain nombre d'établissements publics et de communes n'ont qu'un personnel très restreint, il semble nécessaire de leur imposer de s'assurer. Il conviendrait d'insérer dans le projet une disposition habilitant le Roi à les soumettre à semblable obligation.

Article 17 du projet (article 19 du texte proposé)

L'article 17 règle la compétence judiciaire en s'inspirant du régime des lois coordonnées sur les accidents du travail : il défère au juge de paix les contestations relatives à l'application de la loi en projet. Il conviendrait de l'énoncer de manière plus précise que ne le fait le projet.

Le projet de Code judiciaire modifie profondément les règles relatives à la compétence des tribunaux. Ce n'est que sous réserve des dispositions de ce Code que le Conseil d'Etat propose un texte nouveau pour l'article 17 du projet (article 19 du texte proposé).

La notion de résidence retenue à l'alinéa 2 du présent article n'est pas adéquate pour certaines catégories de bénéficiaires de la loi en projet.

Article 18 du projet (article 21 du texte proposé).

L'article modifie l'article 5 de la loi du 21 juillet 1844 qui, en cas d'accident survenu dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice des fonctions, supprime les conditions d'âge et de durée des services

.../...

pour l'obtention de la pension : il tend à assimiler à semblable accident - qui constitue un "accident du travail" l'accident survenu sur le chemin du travail et la maladie professionnelle.

Une même adaptation paraît devoir être apportée à l'article ler et à l'article 8 de l'arrêté royal n°254 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel assimilé. L'article 22 du texte proposé réalise cette adaptation.

Article complémentaire.

Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier, s'il ne convient pas de compléter le chapitre du projet contenant les dispositions générales par un article réglant les effets de l'annulation d'une nomination sur le droit aux indemnités prévues par la loi en projet. L'article ler des lois coordonnées sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail dispose que, dans certains cas, les chefs d'entreprise ne peuvent, en vue d'écarter l'application de la loi, se prévaloir de la nullité du contrat de travail. En outre, l'article 30 de la loi du 2 août 1955 portant péréquation des pensions de retraite et de survie détermine les effets de l'annulation d'une nomination par le Conseil d'Etat en matière de droit à la pension. Le Gouvernement pourrait s'inspirer de cet article s'il estimait utile de compléter le projet. L'article qui serait éventuellement ajouté pourrait constituer l'article 17 du texte proposé.

.../...

PROJET DE LOI INSTITUANT, POUR LES TITULAIRES DE FONCTIONS PUBLIQUES, UN REGIME DE REPARATION DES DOMMAGES RESULTANT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL, DES ACCIDENTS SURVENUS SUR LE CHEMIN DU TRAVAIL, OU DES MALADIES PROFESSIONNELLES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de Notre Ministre, Adjoint aux Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et Notre Ministre, Adjoint aux Finances, sont chargés de présenter en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

CHAPITRE Ier.- OBJET ET CHAMP D'APPLICATION DE LA LOI.

Article 1er (article 1er, §§ 1er et 3, du projet).

Le régime institué par la présente loi pour la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail, et des maladies professionnelles peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, être rendu applicable par le Roi, aux conditions et dans les limites qu'il fixe, aux membres du personnel définitif, stagiaire, temporaire ou auxiliaire, même engagés par contrat de louage de services, qui appartiennent :

.../...

1° aux administrations et aux autres services de l'Etat, y compris le pouvoir judiciaire et les établissements d'enseignement;

2° aux organismes d'intérêt public;

3° aux provinces, aux communes, aux associations de communes et aux établissements subordonnés aux provinces et aux communes;

4° aux établissements d'enseignement subventionnés.

Toutefois, les militaires et les personnes assimilées aux militaires restent régis par les lois sur les pensions de réparation, coordonnées le 5 octobre 1948.

Article 2.- (article 2 du projet).

On entend par accident du travail, l'accident survenu dans le cours et par le fait de l'exercice des fonctions. L'accident survenu dans le cours de l'exercice des fonctions est présumé, jusqu'à preuve du contraire, survenu par le fait de l'exercice des fonctions.

On entend par accident survenu sur le chemin du travail, l'accident qui réunit les conditions requises pour avoir ce caractère au sens de la législation sur la réparation des dommages résultant des accidents survenus sur le chemin du travail.

.../...

On entend par maladies professionnelles, celles qui sont reconnues comme telles en exécution de la législation relative à la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles.

CHAPITRE II. - DES INDEMNITES.

Section Ière. Des diverses indemnités.

Article 3 (article 3 partim, et article 12 du projet).

Il est accordé selon les modalités fixées par l'article 1er :

1° à la victime d'un accident du travail, d'un accident survenu sur le chemin du travail, ou d'une maladie professionnelle :

a) une indemnité de remboursement des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, hospitaliers, de prothèse et d'orthopédie;

b) une rente en cas d'invalidité permanente;

2° aux ayants droit d'une victime décédée :

a) une indemnité pour frais funéraires;

b) une rente de conjoint survivant, d'orphelin ou d'ayant droit à un autre titre.

.../...

Section II. Des rentes.

A. Des rentes en cas d'invalidité permanente.

Article 4 (article 3 du projet partim).

La rente pour invalidité permanente est établie sur base de la rémunération annuelle à laquelle la victime a droit au moment de l'accident ou de la constatation de la maladie professionnelle. Elle est proportionnelle au pourcentage d'invalidité permanente reconnu à la victime.

En ce qui concerne les invalidies dont l'état nécessite absolument et normalement l'assistance d'une autre personne, la rente peut être fixée à plus de 100 p.c. sans toutefois pouvoir dépasser 150 p.c. de la rémunération de base établie par l'alinéa 1er.

Sans préjudice de l'article 19, le Roi établit les modalités de détermination de l'invalidité.

Article 5 (article 3 partim, et article 19, alinéa 1er, du projet).

La rente peut être cumulée avec la rémunération. Elle peut être cumulée avec la pension; toutefois, au cas où la victime demande l'application de la présente loi, elle ne peut bénéficier de l'article 9 de la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques.

.../...

Article 6 (article 4, § ler et § 2, du projet).

§ ler. Lorsque la victime conserve ses fonctions, la rente ne peut dépasser 25 p.c. de la rémunération sur base de laquelle elle est établie.

§ 2. Lorsque la victime est reconnue inapte à l'exercice de ses fonctions mais peut en exercer d'autres qui sont compatibles avec son état de santé, elle est à sa demande, réaffectée selon les modalités et dans les limites fixées par le Roi à un emploi correspondant à de telles fonctions.

Cette réaffectation ne peut toutefois s'opérer que dans le respect des conditions imposées par le statut de la victime et par le statut des agents normalement appelés à occuper l'emploi.

Lorsque la victime est réaffectée, elle conserve le bénéfice du régime pécuniaire dont elle jouissait lors de l'accident ou de la constatation de la maladie professionnelle. Sa rente ne peut dépasser le taux indiqué au § ler.

Article 7 (article 4, § 3 et § 4 du projet).

§ ler. Lorsque la victime cesse ses fonctions et obtient une pension, la rente ne peut être cumulée avec la pension que jusqu'à concurrence de 100 p.c. de la dernière rémunération, le cas échéant adaptée selon les règles applicables aux pensions de retraite et de survie.

Ce maximum peut être porté à plus de 100 p.c. sans pouvoir excéder 150 p.c., en ce qui concerne

.../...

les invalides dont l'état nécessite absolument et normalement l'assistance ordinaire d'une autre personne.

Le cas échéant, la rente est réduite à due concurrence.

§ 2. Lorsque la victime cesse ses fonctions sans avoir droit à une pension, elle bénéficie de la totalité de la rente déterminée par l'article 4.

B. Des rentes en cas de décès.

Article 8 (article 3 partim et article 5 du projet).

Lorsque l'accident ou la maladie professionnelle a causé le décès de la victime, le conjoint survivant non divorcé ni séparé de corps a droit, à condition que le mariage soit antérieur à l'accident ou à la constatation de la maladie professiornelle, à une rente égale à 30 p.c. de la rémunération indiquée à l'article 4.

.../...

Article 9 (article 6 du projet).

Lorsque l'accident ou la maladie professionnelle a causé le décès de la victime, chacun des enfants bénéficiaires d'allocations familiales d'orphelins a droit, jusqu'à dix-huit ans, à une rente temporaire égale à 15 p.c. de la rémunération indiquée à l'article 4. Les allocations accordées à l'ensemble des enfants d'une même victime ne peuvent toutefois dépasser 45 p.c. de cette rémunération.

En ce qui concerne les orphelins de père et mère, la rente est portée à 20 p.c. pour chacun d'eux sans qu'elle puisse excéder 60 p.c. pour l'ensemble de ceux-ci.

Article 10 (article 7 du projet).

Lorsque l'accident ou la maladie professionnelle a causé le décès de la victime, il peut être accordé à des ayants droit autres que ceux qui sont indiqués aux articles 8 et 9, une rente viagère ou temporaire, aux conditions définies par les lois coordonnées sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Article 11 (articles 3 partim, et 19, alinéa 2, du projet).

Les rentes de conjoint survivant et d'orphelins accordées en vertu de la présente loi peuvent être cumulées avec les pensions de veuve et d'orphelins.

Toutefois, au cas où les ayants droit de la victime demandent l'application de la présente loi, ils ne peuvent bénéficier de l'article 8, alinéa 2, de l'arrêté royal n°254 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel assimilé.

.../...

C. Des règles communes aux deux espèces de rentes.

Article 12 (article 8 du projet).

La victime, le conjoint survivant, les ascendants peuvent demander que le tiers au plus de la valeur de la rente leur soit payé en capital. Le juge statuera au mieux de l'intérêt du demandeur.

Lorsque le degré de l'invalidité permanente n'atteint pas 10 p.c., la valeur de la rente viagère est payée en capital.

Le rRoi fixe le mode d'évaluation de la rente en capital.

Article 13 (article 10 du projet).

Les rentes sont augmentées ou diminuées conformément à la loi du 12 avril 1960 unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail. Le Roi détermine comment elles sont rattachées à l'indice 110.

CHAPITRE III. - DE LA RESPONSABILITE CIVILE.

Article 14 (article 13 du projet).

§ 1er (1). Indépendamment des droits découlant de la présente loi, l'action en responsabilité civile reste ouverte au profit de la victime ou de ses ayants droit, contre les membres du personnel qui ont provoqué intentionnellement l'accident ou la maladie.

./.

(1) Le texte proposé doit éventuellement être complété en tenant compte de la première observation formulée au sujet de l'article 13 du projet.

Sous réserve de l'exception énoncée à l'alinéa 3, les dommages résultant d'accidents du travail, d'accidents survenus sur le chemin du travail ou de maladies professionnelles, ne donnent lieu, à charge des personnes morales et établissements visés à l'article ler, au profit de la victime, membre de leur personnel, ou de ses ayants droit, qu'aux seules réparations déterminées par la présente loi.

Indépendamment de l'action résultant de la présente loi, la victime ou ses ayants droit conservent, contre les personnes responsables de l'accident ou de la maladie, le droit de réclamer, conformément aux règles du droit commun, la réparation du préjudice causé. Ce droit n'existe cependant au profit de la victime et de ses ayants droit contre une personne morale ou un établissement visé à l'article ler au personnel duquel la victime appartient ou contre les autres membres de ce personnel que s'il s'agit d'un accident survenu sur le chemin du travail et dans les conditions fixées par le Roi.

Les dommages et intérêts ne peuvent être cumulés avec les réparations résultant de la présente loi.

En cas de responsabilité totale du tiers, les personnes morales et établissements visés à l'article ler restent cependant tenus du paiement des réparations légales dans la mesure où, par suite d'insolvabilité, le tiers ne paie pas les indemnités dues pour dommages matériels selon le droit commun.

En cas de responsabilité partielle du tiers, les personnes morales et établissements visés à l'article ler restent tenus du paiement :

./.

1° de la fraction des réparations légales qui correspond à la part de responsabilité qui n'est pas mise à charge du tiers;

2° et dans la mesure de l'insolvabilité du tiers, du surplus des réparations légales.

En aucun cas, les sommes versées à la victime ou aux ayants droit ne peuvent être inférieures au montant des indemnités forfaitaires.

§ 2. L'application des dispositions de la présente loi implique de plein droit, subrogation au profit du Trésor, des provinces, des communes ou des organismes et établissements qui supportent la charge de la rente, dans tous les droits, actions et moyens généralement quelconques que la victime ou ses ayants droit seraient en droit de faire valoir contre des tiers en raison de l'accident ou de la maladie professionnelle dont réparation est prévue, et ce, exclusivement, à concurrence du montant des rentes et des autres indemnités prévues par la présente loi.

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS GENERALES.

Article 15 (article 9 du projet).

Les rentes et autres indemnités établies par la présente loi ne sont point dues lorsque l'accident ou la maladie a été intentionnellement provoqué par la victime.

Aucune rente ni aucune indemnité n'est due à celui des ayants droit qui a intentionnellement provoqué l'accident ou la maladie.

./.

Article 16 (article 16, alinéa 1er, du projet),

..... (voir avis) .....

Article 17.

(Voir l'observation faite in fine de l'avis).

Article 18 (article 11 du projet).

Les indemnités dues en vertu de la présente loi aux victimes ou à leurs ayants droit ne sont cessibles ni saisissables que pour cause d'obligation alimentaire légale.

Article 19 (article 17 du projet).

Le juge de paix du canton où l'accident s'est produit est seul compétent pour connaître de toutes les contestations relatives à l'application de la présente loi, y compris celles qui concernent la fixation du pourcentage de l'invalidité permanente. Il statue en dernier ressort jusqu'à la valeur de 2.000 francs et en premier ressort à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

Toutefois, le juge de paix du canton où est située la résidence administrative de la victime est compétent lorsque l'accident est survenu à l'étranger ou lorsqu'il s'agit d'une maladie professionnelle.

Article 20 (article 15, alinéa 1er, du projet).

L'action en paiement des indemnités prévues par la présente loi se prescrit par trois ans.

./.

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS MODIFICATIVES ET DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Article 21 (article 18 du projet).

L'article 5 de la loi générale du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques est remplacé par la disposition suivante :

" Article 5. Aura droit à une pension, quels que soient son âge et la durée de ses services, tout magistrat, fonctionnaire ou employé qui, par suite d'accident du travail, d'accident survenu sur le chemin du travail ou de maladie professionnelle, aura été mis hors d'état de continuer ses fonctions et de les reprendre ultérieurement".

Article 22 (article nouveau).

§ 1er. L'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal n° 254, du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel assimilé est remplacé par la disposition suivante :

"Toutefois le droit à la pension de survie est acquis, quelle que soit la durée de service et du mariage, si le décès de l'époux a été causé par un accident du travail, un accident survenu sur le chemin du travail ou une maladie professionnelle".

§ 2. L'article 8, alinéa 2, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Lorsque le décès de l'époux a été causé par un accident du travail, un accident survenu sur le chemin du travail ou une maladie professionnelle, la pension est calculée sur la base du dernier traitement à raison de

./.

33 p.c. pour les vingt premières années ou pour toutes les années si leur nombre total est inférieur à vingt, et de 1 p.c. supplémentaire pour chacune des années au-delà de vingt".

Article 23 (article 1er, § 2, du projet).

Sans préjudice des droits acquis aux rentes et aux autres indemnités, les membres d'un personnel auquel un arrêté royal aura rendu applicable le régime institué par la présente loi, ainsi que leurs ayants droit, cesseront, à partir de l'entrée en vigueur de cet arrêté royal, de bénéficier des dispositions légales relatives à la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles.

Article 24 (article 14, § 1er, du projet).

Les membres (et anciens membres) d'un personnel auquel un arrêté royal aura rendu applicable le régime institué par la présente loi, ainsi que leurs ayants droit, pourront obtenir la révision, à partir du 1er janvier 1965, de leur rémunération ou de leur pension en vue de mettre fin à la déduction d'une rente pour accident du travail.

Article 25 (articles 14, § 2, 15, alinéa 2, et 16, alinéa 2, du projet).

§ 1er. Les membres (et anciens membres) d'un personnel auquel un arrêté royal aura rendu applicable le régime institué par la présente loi, ainsi que leurs ayants droit, pourront demander à bénéficier de ce régime pour les accidents du travail ou les accidents sur le chemin du travail survenus depuis le 1er janvier 1955, ou les maladies professionnelles constatées depuis cette date.

./.

Si la victime est atteinte d'une invalidité d'au moins 30 p.c. ou est décédée, la victime ou ses ayants droit pourront demander à bénéficier de ce régime pour des accidents survenus ou des maladies professionnelles constatées avant le 1er janvier 1955.

Pour l'application du présent paragraphe, les demandeurs ne peuvent invoquer la présomption établie par l'article 2, alinéa 1er.

§ 2. Les rentes obtenues en vertu du § 1er ne sont accordées qu'avec effet au 1er janvier 1965.

§ 3. Les actions en paiement des indemnités prévues par le présent article se prescrivent par trois ans à partir de la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal visé au § 1er.

Article 26 (article 20 du projet, partim).

Les membres (et anciens membres) d'un personnel auquel un arrêté royal aura rendu applicable le régime institué par la présente loi, ainsi que leurs ayants droit, pourront demander à bénéficier intégralement de ce régime pour les accidents du travail ou les accidents sur le chemin du travail survenus depuis le 1er janvier 1965 ou les maladies professionnelles constatées depuis cette date.

Cette demande implique renonciation au bénéfice des dispositions légales relatives à la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles.

Article 27 (article 20 du projet, partim).

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Zoals de memorie van toelichting verklaart, komen de meeste ambtenaren in overheidsdienst niet in aanmerking voor de gecoördineerde wetten "op de vergoeding van de schade voortspruitende uit de arbeidsongevallen" omdat zij in een wettelijke of reglementaire positie verkeren en juist daarom buiten de werkingssfeer van die wetten vallen, die immers met de begrippen arbeidsovereenkomst voor arbeiders en voor bedienden werken. De rechtspraak luidt in die zin (1).

Het ontwerp bedoelt in de eerste plaats het herstel van schade uit arbeidsongevallen, uit ongevallen op de weg naar en van het werk en uit beroepsziekten, die aan openbare ambtsdragers overkomen, mogelijk te maken door :

1° in geval van blijvende invaliditeit, een rente aan de getroffene;

2° bij overlijden, een rente aan diens rechtverkrijgenden toe te kennen.

.../...

(1) Cass. 4 december 1959, Pas. 1960, I, 402; Cass. 27 juni 1963, Pas. 1963, I, 1134; 18 juni 1964, Journal des Tribunaux, 1964, p. 687.
Advies dat de Raad van State, afdeling administratie, op 30 augustus 1950 heeft gegeven als antwoord op een vraag van de Eerste Minister, verschenen in het Rechtskundig Weekblad, 1955-1956, kol.1605 tot1614.
Advies van de Raad van State, afdeling wetgeving, over een ontwerp dat geworden is : het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 houdende statuut van de hulpkrachten bij het bestuur der posterijen (Belgisch Staatsblad van 26 oktober 1960).

Een van de eigen kenmerken van de ontwerp-wet is dat zij, zoals de memorie van toelichting nadrukkelijk zegt, werkt met een blijvende invaliditeit los van de blijvende arbeidsongeschiktheid volgens de gecoördineerde wetten, en die "uitsluitend bepaald zal worden door de ernst van de opgelopen fysiologische letsels".

Een ander eigen kenmerk van de ontwerp-wet is, dat ze nooit van rechtswege toepassing zal vinden en dat haar hele economie berust op bevoegdverklaring van de Koning, die bij in Ministerraad overlegd besluit zal aangeven op welke van de in artikel 1 van het ontwerp genoemde categorieën van openbare ambtsdragers hij de door het ontwerp ingevoerde regeling toepasselijk zal verklaren. De aangekondigde voordelen zal hij aan bepaalde voorwaarden ondergeschikt dienen te maken en slechts binnen bepaalde grenzen toe te staan.

Voor het onderzoek van een zo omvangrijk en ingewikkeld ontwerp als het onderhavige heeft de Raad van State slechts over korte tijd beschikt. Daarom moet hij zich beperken tot het maken van de volgende opmerkingen en tot het voorstellen van een tekst, die de bedoeling van de Regering, zoals haar gemachtigden die hebben uiteengezet, duidelijker tot uitdrukking brengt.

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

HOOFDSTUK I VAN HET ONTWERP - "OVER HET TOEPASSINGSVELD"

Artikel 1 van het ontwerp.

§ 1. Met "rijksdiensten ... waarvan het statuut door de wet is bepaald" worden onder 2° van artikel 1 onder meer de leden van de rechterlijke macht, de ambtsdragers bij de Raad van State en de leden van het Rekenhof bedoeld.

De uitdrukking "andere rijksdiensten dan deze bedoeld onder 1° waarvan het personeelstatuut door de wet of door de Koning is bepaald" heeft het nadeel, dat de ambtenaren van een aantal rijksdiensten, wier statuut niet door de wetgever en ook niet door de Koning is vastgesteld, worden uitgesloten. Dat zou met name het geval zijn voor het administratief personeel van de Raad van State wiens statuut voor de Raad, en voor het personeel van het Rekenhof wiens statuut door het Hof wordt vastgesteld. Zelfs is enige twijfel mogelijk voor de secretarissen, adjunct-secretarissen, beambten en boden van de parketten : tot het vaststellen van hun statuut is op grond van artikel 157 van de wet betreffende de gerechtelijke organisatie immers de Minister van Justitie bevoegd.

Het artikel gaat bij zijn opsomming niet logisch te werk. De leden van het personeel van de rijksonderwijsinrichtingen zijn immers reeds begrepen in de categorie onder 2°.

.../...

§ 2. Een aantal openbare ambtsdragers komen reeds in aanmerking voor de gecoördineerde wetten op de arbeidsongevallen.

De economie van het ontwerp van wet brengt mede, dat de ambtenaren op wie de voorgenomen regeling toepasselijk zal zijn verklaard, niet langer onder de gecoördineerde wetten op de arbeidsongevallen zullen staan. Artikel 1, § 2, bedoelt die opheffende uitwerking van het ontwerp met zoveel woorden aan te geven.

De invoering van de nieuwe regeling brengt echter niet mee, dat de lopende renten, verkregen op grond van de gecoördineerde wetten op de arbeidsongevallen, kunnen worden verminderd. Dat ware trouwens in strijd met de algemene regelen inzake de gevolgen van de wet in de tijd.

Nu de Regering het dienstig acht, de opheffende uitwerking van het ontwerp met zoveel woorden aan te geven in artikel 1, § 2, moet er ook voor de vrijwaring van verkregen rechten een uitdrukkelijke bepaling komen.

Bovendien hoort artikel 1, § 2 (artikel 23 van de voorgestelde tekst) wegens zijn strekking onder de overgangsbepalingen thuis.

.../...

HOOFDSTUK II VAN HET ONTWERP - "OVER DE VERGOEDINGEN".

Het ware gewenst dat een artikel helemaal vooraan in hoofdstuk II al de toe te kennen vergoedingen zou noemen. Artikel 3, § 1, en artikel 12 van het ontwerp moeten daartoe worden ineengewerkt.

Artikel 6 van het ontwerp (artikel 9 van de voorgestelde tekst).

Paragraaf 3 bedoelt alleen maar te herinneren aan het bepaalde in artikel 50bis van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders. Die paragraaf kan dan ook als overbodig vervallen.

Artikel 8 van het ontwerp (artikel 12 van de voorgestelde tekst).

Volgens de memorie van toelichting mag een derde van de waarde van de rente in kapitaal worden betaald. Dit betekent dat de rechter toetsingsrecht heeft zoals onder de gemeenrechtelijke regeling terzake. Artikel 8 is echter zó geformuleerd dat hij die erom verzoekt, recht op zulk een betaling in kapitaal verkrijgt.

Bovendien zal de in artikel 10 van het ontwerp neergelegde regel : "de renten worden gekoppeld aan het algemeen indexcijfer der kleinhandelsprijzen van het Rijk", het probleem van de rentekapitalisatie ingewikkelder komen maken.

Het ontwerp zou de Koning ermede kunnen belasten, de nadere regelen te stellen terzake van kapitalisatie.

.../...

Artikel 9 van het ontwerp (artikel 15 van de voorgestelde tekst).

Niet alleen moet worden bepaald, dat de rente niet zal worden uitbetaald, maar ook dat de andere vergoedingen het niet zullen worden.

Artikel 11 van het ontwerp (artikel 18 van de voorgestelde tekst).

Dit artikel bedoelt met een bijzondere bepaling een materie te regelen, waarvoor het ontwerp - Gerechtelijk Wetboek dat algemeen en eenvormig zal doen (1). De Wetgevende Kamers zullen, als het onderhavige ontwerp ter bespreking komt, moeten uitmaken of die bijzondere bepaling dient te worden aangenomen.

HOOFDSTUK III VAN HET ONTWERP - "OVER DE BURGERLIJKE VERANTWOORDELIJKHEID".

Artikel 13 van het ontwerp (artikel 14 van de voorgestelde tekst).

§ 1. Artikel 13 van het ontwerp is gesteld naar het voorbeeld van artikel 19 van de gecoördineerde wetten "betreffende de vergoeding der schade voortspruitende uit de arbeidsongevallen".

Niet overgenomen is echter de regel, neergelegd in het eerste lid van evengenoemd artikel 19, dat bepaalt : "Er wordt hoegenaamd niet afgeweken van de algemene regelen betreffende de burgerlijke aansprakelijkheid, wanneer het ongeval opzettelijk is teweeg gebracht door het hoofd der onderneming". Volgens de gemachtigde van de Regering heeft men niet gemeend ermee te moeten rekenen, dat het ongeval of de ziekte opzettelijk wordt veroorzaakt door de Staat of door een van de andere in artikel 1 genoemde rechtspersonen.

.../...

(1) Ontwerp van wet houdende Gerechtelijk Wetboek (gedr. st. senaat zitting 1963-1964, blz. 309 en volgende, alsook blz. 645-646).

Dat de in artikel 1 genoemde publiekrechtelijke rechtspersonen en de overheden die inrichtingen voor gesubsidieerd onderwijs beheren, opzettelijk arbeidsongevallen of ongevallen op de weg naar en van het werk zouden veroorzaken, lijkt vrij teoretisch. Anders is het echter gesteld met beroepsziekten, een gebied dat bestreken wordt door artikel 48, § 1, 1°, van de wet van 24 december 1963 betreffende de schadeloosstelling voor en de voorkoming van beroepsziekten. Dat artikel stelt bepaalde vormen van zwaar verzuim gelijk met opzettelijke fout, en zoiets is zelfs in overheidsdiensten niet ondenkbaar.

Het zou dus goed zijn, het ontwerp aan te vullen met een bepaling die het voornaamste weergeeft uit artikel 19, eerste lid, van de gecoördineerde wetten "betreffende de vergoeding van de schade voortspruitende uit de arbeidsongevallen" en uit artikel 48, § 1, 1°, van de wet van 24 december 1963.

\+

\+ +

Het eerste lid bepaalt : "De schade voortvloeiend uit een arbeidsongeval, uit een ongeval overkomen op de weg naar en van het werk of uit een beroepsziekte geeft uitsluitend aanleiding, ten laste van de Staat, van de provincies, van de gemeenten of van de instellingen vermeld onder artikel 1, ten gunste van het slachtoffer of zijn rechthebbenden, tot de schadevergoedingen bepaald door deze wet".

.../...

Die bewering is al te volstrekt want terzake van ongevallen op de weg naar en van het werk bevat het tweede lid al een afwijking op het eerste.

Het is ook duidelijk dat de Staat, de provincies, de gemeenten en de in artikel 1 genoemde instellingen alleen dan buiten de toepassing van de regelen van de gemeenrechtelijke burgerlijke aansprakelijkheid zullen vallen als de getroffene een lid van hun personeel is. Als een rijksambtenaar bijvoorbeeld getroffen wordt door een ongeval waarvoor een instelling van openbaar nut aansprakelijk zou zijn, zou men niet op het eerste lid kunnen steunen om de toepassing van de regelen van de gemeenrechtelijke burgerlijke aansprakelijkheid af te wijzen en om de in het ontwerp neergelegde regelen inzake forfaitaire aansprakelijkheid toe te passen.

\+

\+ \+

De eerste volzin van het tweede lid, volgens welke de regelen van de gemeenrechtelijke burgerlijke aansprakelijkheid toepassing vinden op de aansprakelijke derde, zegt niet dat dezelfde regeling op het geval van beroepsziekten toegepast zal worden, wat artikel 48 van de wet van 24 december 1963 wel doet. Dit lijkt een onachtzaamheid te zijn, die dan ook goedgemaakt zou moeten worden.

De tweede volzin van hetzelfde lid stelt, dat het recht om overeenkomstig de gemeenrechtelijke regelen schadeloosstelling voor de opgelopen schade te vorderen "ten opzichte van de personen bedoeld in artikel 1 slechts bestaat indien het ongeval gebeurd is op de weg naar en van het werk en onder de voorwaarden bepaald door de Koning"

.../...

De woorden "personen bedoeld in artikel 1" kunnen misleidend werken, want dat artikel doelt enerzijds op rechtspersonen, hier administratieve overheden en overheden die inrichtingen voor gesubsidieerd onderwijs leiden, anderzijds op natuurlijke personen, hier leden van het personeel. Als de Regering eraan denkt, een regel in te voeren zoals die van artikel 19, derde lid, van de gecoördineerde wetten "betreffende de vergoeding van de schade voortspruitende uit de arbeidsongevallen", waarin de wending "het bedrijfshoofd of zijn werklieden en gelastigden" staat, zou ze de woorden "de personen bedoeld in artikel 1" moeten vervangen door "de rechtspersoon of instelling bedoeld in artikel 1, of de leden van hun personeel". Voorts rekent die alinea niet met het geval waarin het eigenlijke arbeidsongeval of de beroepsziekte opzettelijk door een lid van het personeel is veroorzaakt. In zo'n geval laten de wetgeving op de arbeidsongevallen, zoals die door het Hof van Cassatie (Cass. 23 mei 1935, Pas. 1935, I, 254) is uitgelegd, en de stellige tekst van artikel 48, § 1, 3°, van de wet van 24 december 1963 aan de getroffene zijn gemeenrechtelijke vordering tegen de dader van die opzettelijke fout.

\+

\+ \+

§ 2. De bepaling zal, aangezien zij een indeplaatsstelling invoert, ten gunste van de in de plaats gestelde persoon of instelling slechts spelen naar mate de rentetermijnen of het kapitaal aan de getroffene of aan diens rechthebbenden worden uitbetaald, en dan alleen tot het beloop van die betaling.

.../...

HOOFDSTUK IV VAN HET ONTWERP - "ALGEMENE EN OVERGANGS-BEPALINGEN".

Artikel 14 van het ontwerp.

De artikelen 14, 15, 16, tweede lid, en 20 bevatten overgangsbepalingen, waarvoor de Raad van State verderop een meer expliciete lezing voorstelt (artikelen 24 tot 26).

Aan de Regering te oordelen of zij in die bepalingen moet spreken van gewezen leden van het personeel.

Door te stellen, dat de datum van 1 januari 1955 "niet kan opgeworpen worden tegen de slachtoffers wier graad van bestendige invaliditeit ten minste 30 t.h. bedraagt, noch tegen hun rechthebbenden", sluit artikel 14, § 2, van het ontwerp zelfs de dertigjarige termijn van de gewone verjaring uit.

Artikel 16 van het ontwerp (artikel 16 in de voorgestelde tekst).

In zijn ontwerp-redactie is dat artikel niet overeen te brengen met artikel 13, § 1, eerste lid, van het ontwerp.

Dit laatste bepaalt :
"De schade voortvloeiend uit een arbeidsongeval, uit een ongeval overkomen op de weg naar en van het werk, of uit een beroepsziekte geeft uitsluitend aanleiding, ten laste van de Staat, van de provincies, van de gemeenten of van de instellingen vermeld onder artikel 1, ten gunste van het slachtoffer of zijn rechthebbenden, tot de schadevergoedingen bepaald door deze wet". Dat betekent, dat de

.../...

in de ontwerp-wet bedoelde vergoedingen verschuldigd zijn door de rechtspersoon of de onderwijsinrichting tot wier personeel de betrokkene behoort.

Artikel 16, eerste lid, van het ontwerp lijkt op een andere opvatting te berusten. Het bepaalt : "De rentelast wordt gedragen door de begroting of de instelling die de werkelijke last draagt van de bezoldiging of van het pensioen".Die tekst kan zo worden uitgelegd, dat de rente geacht zou worden een bijzaak te zijn hetzij van de bezoldiging, hetzij van het pensioen : de verplichting om de rente aan de getroffene of aan zijn rechthebbenden uit te betalen, zou dan berusten bij de natuurlijke persoon of de rechtspersoon die "de werkelijke last draagt van de bezoldiging of van het pensioen".

De discordantie tussen artikel 13 en artikel 16, eerste lid, zal des te groter moeilijkheden opleveren omdat zij betrekking hebben op de vraag wie de door de ontwerp-wet bepaalde vergoedingen verschuldigd is; dat is des te meer te vrezen omdat "de werkelijke last van de bezoldiging of van het pensioen", van de rechtspersoon of van de onderwijsinrichting waar de getroffene lid van het personeel is, op een andere natuurlijke persoon of rechtspersoon kan overgaan door toedoen van een aantal rechtsprocédés, waarvan hier enkele voorbeelden worden gegeven :

.../...

1° als een ambtenaar van een instelling naar een andere wordt gedetacheerd, is het soms de eerste instelling die de wedde aan de ambtenaar blijft uitbetalen maar ze krachtens overeenkomst terugbetaald krijgt vanwege de tweede;

2° krachtens de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van de wetgeving betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar, normaal-, technisch en kunstonderwijs, verleent de Staat onder vastgestelde voorwaarden weddetoelagen (artikelen 26 tot 31) aan de onderwijsinrichtingen en draagt hij de pensioenen van de toelagegerechtigde leden van het personeel (artikel 49);

3° volgens de wet van 25 april 1933 betreffende het pensioen van het gemeentepersoneel kunnen de gemeenten rechtstreeks een pensioen aan hun personeel uitbetalen of dat doen door bemiddeling van een voorzorgsinstelling; anders zijn zij bij een omslagkas aangesloten.

Artikel 16 levert nog een ander soort moeilijkheid op; het laat niet duidelijk zien, wie de rente wegens blijvende invaliditeit verschuldigd is ingeval de betrokkene ophoudt zijn ambt uit te oefenen en een bezoldiging te ontvangen zonder daarom een pensioen te verkrijgen, terwijl artikel 4, § 4, van het ontwerp in zo'n geval uitdrukkelijk zegt, dat er recht op rente is.

Om al die moeilijkheden uit de weg te gaan, moet men in het ontwerp duidelijk, en scherp onderscheiden aangeven : enerzijds de regel om de schuldenaar van de bewuste vergoedingen aan te wijzen, anderzijds de regelen volgens welke die schuldenaar de last van die vergoedingen op een andere natuurlijke persoon of rechtspersoon kan doen overgaan.

.../...

Voorts is het zo, dat een aantal openbare instellingen en gemeenten maar weinig personeel in dienst hebben, zodat het nodig lijkt ze tot het aangaan van een verzekering te verplichten. Het ontwerp zou een bepaling moeten bevatten, die de Koning machtigt om hun die verplichting op te leggen.

Artikel 17 van het ontwerp (artikel 19 van de voorgestelde tekst).

Artikel 17 regelt de rechterlijke bevoegdheid naar het voorbeeld van wat de gecoördineerde wetten op de arbeidsongevallen bepalen : betwistingen betreffende de toepassing van de ontwerp-wet worden voor de vrederechter gebracht. Dat ware duidelijker te stellen dan het ontwerp doet.

Het ontwerp-Gerechtelijk Wetboek wijzigt op een ingrijpende wijze de regelen betreffende de bevoegdheid van de rechtbanken. Alleen onder voorbehoud van de bepalingen van dat Wetboek beveelt de Raad van State een nieuwe tekst aan voor artikel 17 van het ontwerp (artikel 19 van de voorgestelde tekst).

Het begrip standplaats in het tweede lid van dit artikel is voor bepaalde categorieën van begunstigden van de ontwerp-wet niet bruikbaar.

Artikel 18 van het ontwerp (artikel 21 van de voorgestelde tekst).

Het artikel wijzigt artikel 5 van de wet van 21 juli 1844, hetwelk bij ongeval in de uitoefening of naar aanleiding van de uitoefening van het ambt, de eis

.../...

inzake leeftijd en duur van de diensten afschaft voor het verkrijgen van een pensioen : met zulk een ongeval - dat een "arbeidsongeval" is - bedoelt het gelijk te stellen een ongeval op de weg naar en van het werk en een beroepsziekte.

Een soortgelijke aanpassing lijkt ook nodig te zijn met artikel 1 en met artikel 8 van het koninklijk besluit nr 254 van 12 maart 1936 waarbij eenheid wordt gebracht in het regime van de pensioenen der weduwen en wezen van het burgerlijk staatspersoneel en het daarmede gelijkgesteld personeel. Artikel 22 van de voorgestelde tekst zorgt voor die aanpassing.

Aanvullend artikel.

De Regering moge uitmaken of zij het hoofdstuk "Algemene Bepalingen" van het ontwerp niet moet aanvullen met een artikel om aan te geven, welke terugslag de vernietiging van een benoeming heeft op het recht op de in de ontwerp-wet bepaalde vergoedingen. Artikel 1 van de gecoördineerde wetten "betreffende de vergoeding van de schade voortspruitende uit de arbeidsongevallen" bepaalt, dat de bedrijfshoofden zich in bepaalde gevallen niet op de nietigheid van de arbeidsovereenkomst mogen beroepen om de toepassing van de wet af te wijzen. Voorts geeft artikel 30 van de wet van 2 augustus 1955 houdende perequatie van de rust- en de overlevingspensioenen aan, welke gevolgen de nietigverklaring van een benoeming door de Raad van State heeft inzake recht op pensioen. Als de Regering goedvindt het ontwerp aan te vullen, kan zij aan dat artikel een voorbeeld nemen. Het toegevoegde artikel kan bijvoorbeeld artikel 17 worden in de voorgestelde tekst.

.../...

ONTWERP VAN WET TOT INSTELLING VAN EEN REGELING INZAKE HERSTEL VAN SCHADE UIT ARBEIDSONGEVALLEN, UIT ONGEVALLEN OP DE WEG NAAR EN VAN HET WERK OF UIT BEROEPSZIEKTEN, TEN BEHOEVE VAN OPENBARE AMBTSDRAGERS.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt en van Onze Minister, Adjunct voor Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt en Onze Minister, Adjunct voor Financiën, zijn gelast in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

HOOFDSTUK I. - DOEL EN WERKINGSSFEER VAN DE WET.

Artikel 1 (artikel 1, §§ 1 en 3, van het ontwerp).

De bij deze wet vastgestelde regeling voor het herstel van schade uit arbeidsongevallen, uit ongevallen op de weg naar of van het werk en uit beroepsziekten kan door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit, onder de voorwaarden en binnen de perken die Hij bepaalt, toepasselijk worden verklaard op de leden van het vast, stagedoend, tijdelijk of hulppersoneel, zelfs al zijn zij onder arbeidsovereenkomst aangeworven, die behoren tot :

.../...

1° de rijksbesturen en andere rijksdiensten, met inbegrip van de rechterlijke macht en de onderwijsinrichtingen;

2° de instellingen van openbaar nut;

3° de provincies, de gemeenten, de verenigingen van gemeenten en de inrichtingen die aan de provincies en de gemeenten ondergeschikt zijn;

4° de gesubsidieerde onderwijsinrichtingen.

Voor militairen en daarmee gelijkgestelden blijven de op 5 oktober 1948 gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen gelden.

Artikel 2 (artikel 2 van het ontwerp).

Onder arbeidsongeval wordt verstaan het ongeval dat zich tijdens en door de uitoefening van het ambt heeft voorgedaan. Het ongeval dat zich tijdens de uitoefening van het ambt heeft voorgedaan, wordt, tot het tegendeel is bewezen, geacht dóór de uitoefening van het ambt te zijn overkomen.

Onder ongeval op de weg naar en van het werk wordt verstaan het ongeval dat voldoet aan de vereisten om er een te zijn in de zin van de wetgeving op het herstel van de schade uit ongevallen op de weg naar en van het werk.

.../...

Onder beroepsziekten worden verstaan de ziekten die als zodanig zijn aangemerkt ter uitvoering van de wetgeving op het herstel van de schade veroorzaakt door beroepsziekten.

HOOFDSTUK II. - VERGOEDINGEN.

Afdeling I. Diverse vergoedingen.

Artikel 3 (artikel 3partim, en artikel 12 van het ontwerp).

Toegekend wordt, volgens de in artikel 1 bepaalde regelen :

1° aan degene die getroffen is door een arbeidsongeval, een ongeval op de weg naar en van het werk of een beroepsziekte :

a) een vergoeding tot terugbetaling van de kosten voor dokter, chirurg, apotheker, verpleging, prothese en orthopedie;

b) een rente in geval van blijvende invaliditeit;

2° aan de rechthebbenden van een overleden getroffene :

a) een vergoeding voor begrafeniskosten;

b) een rente van overlevende echtgenoot, wees of rechthebbende in een andere hoedanigheid.

.../...

Afdeling II. Renten.

A. Renten in geval van blijvende invaliditeit.

Artikel 4 (artikel 3 van het ontwerp, partim).

De rente wegens blijvende invaliditeit wordt vastgesteld op grond van de jaarlijkse bezoldiging waarop de getroffene recht heeft op het tijdstip dat het ongeval zich heeft voorgedaan of de beroepsziekte is vastgesteld. Zij is evenredig met het aan de getroffene toegekende percentage aan blijvende invaliditeit.

Voor invaliden wier toestand volstrekt de geregelde hulp van een andere persoon vergt, kan de rente worden bepaald op meer dan 100 t.h., maar nooit op meer dan 150 t.h. van de in het eerste lid bepaalde basisbezoldiging.

Onverminderd artikel 19 stelt de Koning de nadere regelen voor het bepalen van de invaliditeit vast.

Artikel 5 (artikel 3, partim, en artikel 19, eerste lid, van het ontwerp).

De rente kan met de bezoldiging worden gecumuleerd. Zij kan met het pensioen worden gecumuleerd; de getroffene echter, die om toepassing van deze wet verzoekt, kan niet in aanmerking komen voor artikel 9 van de algemene wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen.

.../...

Artikel 6 (artikel 4, § 1 en § 2, van het ontwerp).

§ 1. Indien de getroffene zijn ambt behoudt, mag de rente niet hoger liggen dan 25 t.h. van de bezoldiging op grond waarvan zij is vastgesteld.

§ 2. De getroffene die ongeschikt is bevonden om zijn ambt uit te oefenen maar die andere, met zijn gezondheidstoestand bestaanbare ambten kan vervullen, wordt op zijn verzoek, wolgens de regelen en binnen de grenzen die de Koning bepaalt, weder te werk gesteld in een betrekking welke met zulk een ambt overeenkomt.

Die wedertewerkstelling kan echter niet geschieden dan met inachtneming van de voorwaarden, bepaald door het statuut van de getroffene en door het statuut van de ambtenaren die normaal tot het bekleden van de betrekking geroepen zijn.

De wedertewerkgestelde getroffene behoudt het voordeel van de bezoldigingsregeling welke hij genoot toen het ongeval zich voordeed of de beroepsziekte werd vastgesteld. Zijn rente mag het in § 1 bepaalde percentage niet te boven gaan.

Artikel 7 (artikel 4, § 3 en § 4, van het ontwerp).

§ 1. Indien de getroffene zijn ambt neerlegt en een pensioen verkrijgt, kan de rente met het pensioen alleen worden gecumuleerd tot 100 t.h. van de laatste bezoldiging, nadat deze in voorkomend geval is aangepast volgens de voor rust- en overlevingspensioenen geldende regelen.

.../...

Dat maximum kan tot méér dan 100 t.h., echter niet tot méér dan 150 t.h., worden opgevoerd voor invaliden wier toestand volstrekt de geregelde hulp van een andere persoon vergt.

De rente wordt in voorkomend geval tot het passend bedrag verminderd.

§ 2. De getroffene die zijn ambt neerlegt zonder recht op pensioen te hebben, geniet de totale in artikel 4 bepaalde rente.

B. Renten in geval van overlijden.

Artikel 8 (artikel 3 partim en artikel 5 van het ontwerp).

Indien het ongeval of de beroepsziekte het overlijden van de getroffene tot gevolg heeft gehad, heeft de overlevende echtgenoot die niet uit de echt en ook niet van tafel en bed is gescheiden, recht op een rente, gelijk aan 30 t.h. van de in artikel 4 bepaalde bezoldiging, mits het huwelijk gesloten was voordat het ongeval zich voordeed of voordat de beroepsziekte werd vastgesteld.

Artikel 9 (artikel 6 van het ontwerp).

Indien het ongeval of de beroepsziekte het overlijden van de getroffene tot gevolg heeft gehad, heeft ieder van de kinderen die kinderbijslag voor wezen genieten, tot de leeftijd van achttien jaar recht op een tijdelijke rente die gelijk is aan 15 t.h. van de in artikel 4 bepaalde bezoldiging. De bijslag die aan de

.../...

gezamenlijke kinderen van éénzelfde getroffene is toegekend, mag echter niet hoger liggen dan 45 t.h. van die bezoldiging.

Voor volle wezen wordt de rente voor ieder van hen op 20 t.h. gebracht, met dien verstande dat zij voor al de wezen samen 60 t.h. niet mag overschrijden.

Artikel 10 (artikel 7 van het ontwerp).

Indien het ongeval of de beroepsziekte het overlijden van de getroffene tot gevolg heeft gehad, kan aan andere rechthebbenden dan de in de artikelen 8 en 9 genoemden een lijfrente of een tijdelijke rente worden toegekend onder de voorwaarden bepaald in de gecoördineerde wetten op het herstel van de schade uit arbeidsongevallen.

Artikel 11 (de artikelen 3partim en 19, tweede lid, van het ontwerp).

De krachtens deze wet toegekende renten van overlevende echtgenoot en van wees kunnen met de weduwen- en wezenpensioenen worden gecumuleerd.

Ingeval de rechthebbenden van de getroffene om toepassing van deze wet verzoeken, komen zij echter niet in aanmerking voor artikel 8, tweede lid, van het koninklijk besluit nr 254 van 12 maart 1936 waarbij eenheid wordt gebracht in het regime van de pensioenen der weduwen en wezen van het burgerlijk staatspersoneel en het daarmee gelijkgesteld personeel.

.../...

C. Regelen gemeen aan beide soorten van renten.

Artikel 12 (artikel 8 van het ontwerp).

De getroffene, de overlevende echtgenoot, de ascendenten kunnen vragen dat ten hoogste een derde van de waarde van de rente hun als kapitaal wordt uitbetaald. De rechter doet uitspraak ten beste van de belangen van de aanvrager.

Is er geen 10 t.h. blijvende invaliditeit bereikt, dan wordt de waarde van de lijfrente als kapitaal uitbetaald.

De Koning bepaalt de wijze waarop de rente in kapitaal wordt omgerekend.

Artikel 13 (artikel 10 van het ontwerp).

De renten worden vermeerderd of verminderd overeenkomstig de wet van 12 april 1960 tot eenmaking van de verschillende stelsels van koppeling aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen. De Koning bepaalt hoe zij aan het indexcijfer 110 worden gekoppeld.

HOOFDSTUK III. - BURGERLIJKE AANSPRAKELIJKHEID.

Artikel 14 (artikel 13 van het ontwerp).

§ 1 (1). Afgezien van de rechten die uit deze wet ontstaan, blijven de getroffene of zijn rechthebbenden beschikken over een vordering tot burgerlijke aansprakelijkheid tegen de leden van het personeel, die het ongeval of de ziekte opzettelijk hebben veroorzaakt.

.../...

(1) De voorgestelde tekst moet eventueel worden aangevuld met inachtneming van de eerste opmerking bij artikel 13 van het ontwerp.

Behoudens de in het derde lid bepaalde uitzondering, geeft de schade uit arbeidsongevallen, uit ongevallen op de weg naar of van het werk of uit beroepsziekten, ten bezware van de in artikel 1 bedoelde rechtspersonen en inrichtingen en ten voordele van de getroffene, die tot hun personeel behoort of van zijn rechthebbenden, alleen aanleiding tot het herstel als bepaald bij deze wet.

Afgezien van de vordering op grond van deze wet, behouden de getroffene of zijn rechthebbenden het recht om, overeenkomstig de gemeenrechtelijke regelen, van diegenen die voor het ongeval of de ziekte aansprakelijk zijn, herstel van het toegebrachte nadeel te eisen. Tegen een in artikel 1 bedoelde rechtspersoon of inrichting tot wier personeel de getroffene behoort of tegen de andere leden van dat personeel hebben de getroffene en zijn rechthebbenden dat recht echter alleen wanneer het om een ongeval op de weg naar of van het werk gaat en onder de voorwaarden door de Koning bepaald.

Schadeloosstelling kan niet met herstel ingevolge deze wet worden gecumuleerd.

Is de derde geheel aansprakelijk, dan blijven de in artikel 1 bedoelde rechtspersonen en inrichtingen toch gehouden tot betaling van het wettelijk herstel in zover de derde wegens insolventie de naar het gemene recht voor stoffelijke schade verschuldigde vergoedingen niet betaalt.

.../...

Is de derde ten dele aansprakelijk, dan blijven de in artikel 1 bedoelde rechtspersonen en inrichtingen gehouden tot betaling :

1° van het deel van het wettelijk herstel dat overeenkomt met het aandeel in de aansprakelijkheid dat de derde niet is aangerekend;

2° en in zover de derde insolvent is, van het overige van het wettelijk herstel.

In geen geval mogen de aan de getroffene of zijn rechthebbenden uitgekeerde sommen lager liggen dan het bedrag van de forfaitaire vergoedingen.

§ 2. Toepassing van het bepaalde in deze wet brengt van rechtswege mede, dat de Schatkist, de provincies, de gemeenten of de instellingen en inrichtingen die de last van de rente dragen, in alle rechten, vorderingen en rechtsmiddelen treden welke de getroffene of zijn rechthebbenden tegen derden mochten kunnen doen gelden wegens het ongeval of de beroepsziekte waarvoor herstel is bepaald, en zulks alleen tot het bedrag van de renten en andere vergoedingen door deze wet bepaald.

HOOFDSTUK IV. - ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 15 (artikel 9 van het ontwerp).

De renten en andere vergoedingen door deze wet bepaald, zijn niet verschuldigd als de getroffene het ongeval of de beroepsziekte opzettelijk heeft veroorzaakt.

Geen rente of vergoeding is verschuldigd aan die rechthebbende, die het ongeval of de ziekte opzettelijk heeft veroorzaakt.

.../...

Artikel 16 (artikel 16, eerste lid, van het ontwerp).

... (zie advies) ...

Artikel 17 (zie opmerking aan het eind van het advies).

Artikel 18 (artikel 11 van het ontwerp).

De krachtens deze wet aan de getroffenen of hun rechthebbenden verschuldigde vergoedingen zijn niet voor overdracht of beslag vatbaar dan wegens de wettelijke onderhoudsverplichting.

Artikel 19 (artikel 17 van het ontwerp).

Alleen de vrederechter van het kanton waar het ongeval zich heeft voorgedaan, is bevoegd om kennis te nemen van alle geschillen met betrekking tot de toepassing van deze wet, ook van die over de vaststelling van het percentage aan blijvende invaliditeit. Hij doet uitspraak in laatste aanleg tot tweeduizend frank, en in eerste aanleg ongeacht het bedrag van de eis.

Wanneer het ongeval zich in het buitenland heeft voorgedaan of wanneer het om een beroepsziekte gaat, is echter de vrederechter van het kanton waar de getroffene zijn administratieve standplaats heeft, bevoegd.

Artikel 20 (artikel 15, eerste lid, van het ontwerp).

De vordering tot betaling van de bij deze wet bepaalde vergoedingen verjaart na verloop van drie jaar.

.../...

HOOFDSTUK IV. - WIJZIGINGS- EN OVERGANGSBEPALINGEN.

Artikel 21 (artikel 18 van het ontwerp).

Artikel 5 van de algemene wet van 21 juli 1844 betreffende de burgerlijke en kerkelijke pensioenen wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 5. Op een pensioen, ongeacht zijn leeftijd en de duur van zijn diensten, is gerechtigd ieder magistraat, ambtenaar of bediende die wegens een arbeidsongeval, een ongeval op de weg naar of van het werk of een beroepsziekte niet in staat is zijn ambt verder uit te oefenen of het later weder op te nemen".

Artikel 22 (nieuw).

§ 1. Artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit nr 254 van 12 maart 1936 waarbij eenheid wordt gebracht in het regime van de pensioenen der weduwen en wezen van het burgerlijk staatspersoneel en het daarmee gelijkgesteld personeel, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Het recht op overlevingspensioen is echter verkregen, ongeacht de duur van de diensten en van het huwelijk, als het overlijden van de echtgenoot het gevolg is geweest van een arbeidsongeval, een ongeval op de weg naar of van het werk of een beroepsziekte".

§ 2. Artikel 8, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Indien het overlijden van de echtgenoot het gevolg is geweest van een arbeidsongeval, een ongeval op de weg naar of van het werk of een beroepsziekte, wordt

.../...

het pensioen berekend op grond van de laatste wedde naar rata van 33 t.h. voor de eerste twintig jaren of voor alle jaren als er samen minder dan twintig zijn, en van 1 t.h. méér voor ieder jaar boven twintig".

Artikel 23 (artikel 1, § 2, van het ontwerp).

Onverminderd de verkregen rechten op renten en andere vergoedingen, komen noch de leden van een personeel waarop een koninklijk besluit de bij deze wet ingestelde regeling toepasselijk heeft verklaard, noch hun rechthebbenden, vanaf de inwerkingtreding van dat koninklijk besluit nog langer in aanmerking voor de wetsbepalingen inzake herstel van schade uit arbeidsongevallen, ongevallen op de weg naar of van het werk en beroepsziekten.

Artikel 24 (artikel 14, § 1, van het ontwerp).

De leden (en gewezen leden) van een personeel waarop een koninklijk besluit de bij deze wet ingestelde regeling toepasselijk heeft verklaard, alsook hun rechthebbenden kunnen, van 1 januari 1965 af, bekomen dat hun bezoldiging of pensioen wordt herzien opdat aan de afhouding van een arbeidsongevallenrente een einde wordt gemaakt.

Artikel 25 (de artikelen 14, § 2, 15, tweede lid, en 16, tweede lid, van het ontwerp).

§ 1. De leden (en gewezen leden) van een personeel waarop een koninklijk besluit de bij deze wet ingestelde regeling toepasselijk heeft verklaard, alsook hun rechthebbenden kunnen vragen, dat zij voor die regeling in aanmerking komen wegens arbeidsongevallen of

.../...

orgevallen op de weg naar of van het werk die zich sedert 1 januari 1955 hebben voorgedaan of wegens beroepsziekten die sedert die datum zijn vastgesteld.

Is de getroffene voor ten minste 30 t.h. invalide of is hij overleden, dan kunnen de getroffene of zijn rechthebbenden vragen om voor die regeling in aanmerking te komen wegens ongevallen die zich hebben voorgedaan of beroepsziekten die zijn vastgesteld vóór 1 januari 1955.

Voor de toepassing van deze paragraaf kunnen de aanvragers zich niet beroepen op het vermoeden gevestigd in artikel 2, eerste lid.

§ 2. Renten verkregen ingevolge § 1 worden eerst met uitwerking op 1 januari 1965 toegekend.

§ 3. Vorderingen tot uitbetaling van de bij dit artikel bepaalde vergoedingen verjaren na verloop van drie jaar te rekenen van de inwerkingtreding van het in § 1 bedoelde koninklijk besluit.

Artikel 26 (artikel 20 van het ontwerp, partim).

De leden (en gewezen leden) van een personeel waarop een koninklijk besluit de bij deze wet ingestelde regeling toepasselijk heeft verklaard, alsook hun rechthebbenden kunnen vragen, dat zij voor geheel die regeling in aanmerking komen wegens arbeidsongevallen of ongevallen op de wet naar of van het werk die zich sedert 1 januari 1965 hebben voorgedaan of wegens beroepsziekten die sedert die datum zijn vastgesteld.

.../...

Die aanvraag brengt mede, dat afgezien wordt van het voordeel van de wetsbepalingen inzake herstel van schade uit arbeidsongevallen, ongevallen op de weg naar of van het werk of beroepsziekten.

Artikel 27 (artikel 20 van het ontwerp, partim).

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

J. ROLAND, assesseurs de la section de législation,
R. PIRSON, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par MM. Ch. HUBERLANT, auditeur, J. LIGOT et O. DE LEYE, substituts.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de HH. Ch. HUBERLANT, auditeur, J. LIGOT en O. DE LEYE, substituten.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.